



# COMMUNIQUÉ

# DE PRESSE

**17 JUILLET 2015**

## POUR UN RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ET DE LA SECURITE DES SITES A RISQUES

Après enquête, la piste d'un acte de malveillance est de plus en plus clairement envisagée après l'incendie de deux cuves de stockage sur le site pétrochimique de Lyondell Basell à Berre-l'Etang. Même si le régime Seveso est sensé imposer les règles les plus strictes en matière de sécurité, cet évènement rappelle, qu'au vu du contexte actuel, il est indispensable de renforcer ces mesures ainsi que la surveillance de ces établissements.

### Pour une meilleure anticipation des actes de malveillance

L'incendie à Lyondell Basell fait suite à l'attaque de l'usine d'Air Products de Saint-Quentin-Fallavier du 26 juin dernier. Ces évènements, ont, fort heureusement été maîtrisés, mais rappellent à quel point les conséquences sanitaires et environnementales pourraient être grandes.

La Région PACA est particulièrement concernée par les risques industriels, car sur 11000 installations classées, 1300 sont soumises à autorisation du fait de leur activité potentiellement dangereuse et/ou polluante et 47 sites sont classés SEVESO seuil haut. Ce sont les sites les plus à risque où sont stockées et/ou utilisées des matières dangereuses.

Au vu de l'actualité, il est indispensable de renforcer les mesures de surveillance et la sureté autour de ces sites à risques pour que ce type d'évènement ne se reproduise pas. Dans le cas de l'incendie de lundi, l'enquête n'a montré aucun trou clairement identifié sur les 18 kilomètres de grillage mais des passages possibles, la question est de savoir à quand remonte la dernière inspection et par qui a-t-elle été faite ?



L'analyse précise des dysfonctionnements permettra de déterminer finement les solutions adaptées à mettre en place. Les industriels sont garants de la sécurité sur leur site et doivent donc prendre leurs responsabilités pour déployer les mesures nécessaires.

Cet incident pose aussi la question de la prise en compte de ce type d'évènement dans les études de dangers. Ces études imposées règlementairement aux exploitants, constituent la clé de voute de la démarche sécurité dans l'entreprise, pourtant l'attention est souvent moins portée sur les agressions externes que sur les risques de dérapages internes de l'installation. Sur la base des retours d'expérience des incidents récents, les actes de malveillance devraient donc être mieux pris en compte dans ces documents afin d'être mieux anticipés.

Parmi les éléments susceptibles d'accroître les risques de malveillance, il ne faut pas négliger l'explosion de la sous-traitance qui amène sur ces sites, souvent très grands, de très nombreuses personnes appelées à y travailler parfois quelques jours ou quelques semaines seulement.

#### **Pour une meilleure surveillance de l'ensemble des sites à risques**

Au-delà de la sécurité des sites industriels, c'est la sécurité de l'ensemble des sites à risques au regard des intrusions qui pose question, installations nucléaires de base, sites militaires... qui constellent le territoire, preuve en est avec les vols récents sur le site militaire de Miramas.

Au regard de l'actualité, FNE PACA demande aux industriels et à l'Etat d'augmenter impérativement leurs mesures de sécurité dans un souci de préservation de la population, de l'environnement et des industriels eux-mêmes.

**[Contact presse : Amanda BOUARD 04 91 33 44 02](#)**

Depuis plus de 40 ans, FNE PACA, Fédération régionale Provence Alpes Côte d'Azur des associations de Protection de la Nature, indépendante de tout parti politique, coordonne à travers ses fédérations départementales, les Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement en Provence Alpes Côtes d'Azur pour mettre en œuvre le développement durable dans les territoires.